

Publications périodiques

Comptes annuels

SWISSLIFE BANQUE PRIVÉE

Société anonyme au capital de 37 902 080 €.
Siège social : 7, place Vendôme, 75001 Paris.
382 490 001 R.C.S. Paris.

Documents comptables approuvés par l'assemblée générale mixte du 29 mai 2018**A. – Comptes sociaux****I. – Bilan au 31 décembre 2017**

(En euros.)

Actif	Amortissements et provisions	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total
Opérations interbancaires et assimilées			
Caisse, Banques centrales, CCP		465 180 592	1 185 385 254
Effets publics et effets assimilés			
Créances sur les établissements de crédit		125 363 829	159 825 244
Total opérations interbancaires et assimilées		590 544 421	1 345 210 498
Opérations avec la clientèle	472 626	574 678 748	486 089 399
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Opérations sur titres			
Obligations et autres titres à revenu fixe			52
Actions et autres titres à revenu variable	21 998	104 171 588	100 000 000
Total opérations sur titres		104 171 588	100 000 052
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		126 541	107 884
Participations et parts dans les entreprises liées		10 811 375	10 811 375
Parts dans les entreprises mises en équivalence			
Total participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		10 937 917	10 919 260
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations corporelles	5 969 846	1 200 501	1 305 813
Immobilisations incorporelles	8 272 334	16 361 628	17 914 211
Total immobilisations corporelles et incorporelles	14 242 180	17 562 129	19 220 024
Ecarts d'acquisition			
Comptes de régularisation et actifs divers			
Autres actifs	94 405	21 106 261	19 926 391
Comptes de régularisation		19 422 500	18 424 899
Total comptes de régularisation et actifs divers		40 528 761	38 351 290
Total actif	14 831 208	1 338 423 564	1 999 790 522

Passif	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total
Opérations interbancaires et assimilées		
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	132 163	368 100
Total opérations interbancaires et assimilées	132 163	368 100
Opérations avec la clientèle	1 159 029 156	1 894 632 958
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	0	0
Emprunts interbancaires		
Autres dettes représentées par un titre		
Total dettes représentées par un titre	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers		
Autres passifs	71 386 661	8 706 068
Comptes de régularisation	25 951 328	20 185 162
Total comptes de régularisation et passifs divers	97 337 989	28 891 230
Ecart d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	1 148 022	1 066 597
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux	378 674	378 674
Capitaux propres (part du groupe)		
Capital	37 902 080	37 902 080
Primes d'émission	19 834 929	19 834 929
Réserves	5 777 304	5 689 084
Report à nouveau	10 938 651	9 262 463
Résultat	5 944 597	1 764 409
Total capitaux propres (part du groupe)	80 397 561	74 452 964
Total passif	1 338 423 564	1 999 790 522

Hors-bilan	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	27 152 547	30 129 458
Total engagements de financement	27 152 547	30 129 458
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédits		
Engagements d'ordre de la clientèle	22 085 494	23 887 489
Total engagements de garantie	22 085 494	23 887 489
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Total engagements sur titres		
Total engagements donnés	49 238 041	54 016 947
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Total engagements de financement		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédits		
Engagements reçus de la clientèle	609 513 951	523 703 718
Total engagements de garantie	609 513 951	523 703 718
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Total engagements sur titres		
Total engagements reçus	609 513 951	523 703 718

II. – Compte de résultat

(En euros.)

	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total
Produits nets d'intérêts et assimilés		
Intérêts et produits assimilés	10 259 589	7 238 037
Intérêts et charges assimilées	-2 833 554	-1 580 666
Revenus des titres à revenu variable	11 556	11 996
Total produits nets d'intérêts et assimilés	7 437 591	5 669 367
Commissions nettes	35 019 174	24 587 345
Produits nets sur opérations du portefeuille de négociation	26 267	-182 112
Produits nets sur opérations du portefeuille de placement et assimilés	-653 711	78 267
Autres produits et charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation bancaire	3 276 740	2 401 884
Autres charges d'exploitation bancaire		
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	3 276 740	2 401 884
Produit net bancaire	45 106 062	32 554 751
Charges générales d'exploitation	-34 978 708	-29 018 799
Frais de personnel	-21 865 908	-17 935 252
Autres frais administratifs	-13 112 800	-11 083 547
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 095 062	-2 117 851
Résultat brut d'exploitation	8 032 291	1 418 102
Coût du risque	-180 706	140 415
Résultat d'exploitation	7 851 585	1 558 517
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence		
Produits nets sur actifs immobilisés	24 000	-3 600
Résultat courant avant impôt	7 875 585	1 554 917
Résultat net exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	-1 930 988	209 492
Amortissements des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux		
Résultat net	5 944 597	1 764 409

III. – Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2017**A. – Faits marquants de l'exercice 2017*****Une dynamique commerciale très soutenue***

La collecte nette de l'exercice s'est avérée largement positive, à 163,4 M€, ce qui a permis de franchir le niveau des 5 Mds d'AuM.

La dynamique a été forte sur le réseau Banquiers Privés +235 M€, sur les autres canaux de distribution la collecte nette est négative car impactée par des remboursements de produits structurés -4 M€ sur le réseau ouvert (dont -121 M€ en structurés), -62 M€ sur le réseau propriétaire (dont -84 M€ en structurés). Sur le canal en direct la collecte est également négative -6 M€ (équipes SLGP, mandats prigest et produits structurés en direct).

En matière de crédits, l'objectif d'une production de 46 M€ sur l'exercice a été atteint fin septembre, avec des marges conformes voire supérieures au budget. Au final, la production nette de l'exercice s'est élevée à 82 M€.

Un PNB largement au-dessus du budget

Le PNB de l'exercice 2017 est de 56 M€, versus 45,9 M€ budgétés.

SLBP a été portée non seulement par le dynamisme des équipes commerciales mais aussi par celui des marchés financiers (effet marché +177,7 M€), ce qui a permis à certains postes qui ont fait défaut en 2016 de surperformer. Il s'agit notamment des produits structurés et du courtage.

Des évolutions de la gouvernance

Suite au départ de Hugues Aubry début septembre, Tanguy Polet a été nommé Directeur général de SLBP ad interim en septembre 2017.

Suite aux remarques de l'AMF pour se conformer à la Directive UCITS V, SLBP et SLGP ont fait évoluer la composition de leur Conseil d'administration, avec la nomination d'administrateurs indépendants.

En complément, à fin 2017, un changement de mode de gouvernance de SLBP est en cours, pour passer d'une société de type moniste (i.e. à Conseil d'administration) à une structure dualiste (i.e. Directoire et Conseil de surveillance).

Un décalage de la mise en œuvre des chantiers MIF2 et PRIIPS

La directive MIF II et le règlement européen Priips sont entrés en vigueur en janvier 2018. Toutefois, malgré des efforts importants, ces échéances ne seront pas respectées.

Un travail de priorisation des actions a été réalisé, ainsi qu'une replanification des actions reportées sur 2018

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a indiqué qu'elle se montrera compréhensive vis-à-vis des sociétés financières soumises à ces nouvelles exigences.

La mise en place de synergies avec Swiss Life France

Afin d'optimiser la gestion de plusieurs chantiers opérationnels (IT, Digital) et réglementaires (KYC, LCB-FT, MIF II, etc.), des groupes de travail communs aux deux entités ont été créés.

L'objectif consiste notamment à traiter les sujets et les problématiques communs de façon harmonisée et homogène, et à faire converger des dispositifs de contrôle interne et de maîtrise des risques.

Evénements postérieurs à la clôture

En application de l'article L232-1 et NEP 560, aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date du présent rapport soit le 26 mars 2018

B. – Note sur les principes et méthodes comptables

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 sont établis selon les règles applicables en France et résultant :

- du Code de Commerce (Loi du 30 avril 1983) ;
- du Plan Comptable des établissements de crédit.

Principes généraux

Au terme de l'article L-123 du Code de Commerce, les comptes annuels ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation en vigueur et plus particulièrement ceux de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes, de prudence, d'indépendance des exercices, en vue d'assurer régularité et sincérité et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

SwissLife Banque Privée est société mère d'un groupe constitué par elle-même, elle détient 100 % de sa filiale SwissLife Gestion Privée. Des comptes consolidés sont produits par ailleurs.

Principes spécifiques

Les comptes annuels de la banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ils sont présentés conformément aux dispositions du chapitre 2 du-dit règlement.

1) Conversion des opérations libellées en devises

Les créances et les dettes figurant au bilan sont évaluées au taux de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au jour le jour.

2) Le portefeuille-titres

Classés dans le bilan en « titres à revenu fixe » et « titres à revenu variable », les titres sont comptabilisés et évalués suivant trois catégories : transaction, placement et investissement, selon le règlement ANC 2014-07.

**** Les titres de transaction (ou en juste valeur par le résultat)***

Sont classés en titres de transaction dès lors qu'à l'origine l'établissement a l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme, ou qu'ils sont détenus par un établissement mainteneur du marché.

Dans la très grande majorité des cas, sont classés dans cette catégorie les positions issues d'erreurs dans l'exécution ou la gestion des comptes et ordres de bourse de la clientèle dans l'attente d'un dénouement qui intervient dans les jours suivants.

** Les titres de placement (ou disponibles à la vente)*

Sont classés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de revenu direct ou de plus-value. Ils regroupent les valeurs mobilières, en particulier les parts d'OPCVM, et les titres de créances négociables.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur coût d'achat frais exclus.

A la clôture d'exercice, s'ils sont cotés, ces titres sont évalués sur la base du dernier cours connu, et dans le cas contraire, d'après leur valeur probable de négociation. Les parts d'OPCVM font l'objet d'une évaluation d'après leur dernière valeur liquidative connue et les éventuelles plus-values ne sont pas comptabilisées mais fiscalement réintégrées.

Seules les moins-values pour dépréciation sont constatées et enregistrées en compte de charges.

** Les titres d'investissement (ou titres conservés jusqu'à l'échéance)*

Le critère unique et nécessaire est l'intention manifeste de détenir des titres jusqu'à l'échéance assorti de l'obligation de justifier de la capacité financière nécessaire pour les financer jusqu'à l'échéance.

Les principes d'évaluation des titres d'investissement demeurent inchangés. L'amortissement des primes et décotes se calcule désormais de façon actuarielle.

3) Titres de filiales

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition et sont évalués à leur valeur d'usage, c'est-à-dire en fonction de l'utilité qu'ils procurent à son détenteur et non de sa valeur marchande ou valeur vénale. Leur prix de revient intègre les droits d'enregistrement payés pour leur acquisition.

Conformément à l'article 2352-6 du règlement ANC 2014-07 et des autres textes de référence, la valeur d'utilité peut s'apprécier de trois façons :

- un critère objectif de rentabilité et de capitaux propres. Dans cette hypothèse, la situation nette de SwissLife Gestion Privée est à la clôture de l'exercice de 29,7 M€ incluant 14,3 M€ d'actifs incorporels pour une valeur inscrite au bilan de 10,8 M€. Un test de dépréciation est mis en œuvre chaque année. Afin d'uniformiser les méthodes de traitement de la totalité des fonds de commerce SLBP / SLGP / Prigest, SwissLife Banque Privée et sa filiale SwissLife Gestion Privée il a été procédé à un calcul de DCF pour chaque fonds de commerce tel que préconisé par le règlement ANC 2015-06. Au 31 décembre 2017, la valeur résultant de ce test est supérieure à la valeur inscrite au bilan social de la banque. Ce calcul appliqué aux fonds de commerce de SwissLife Gestion Privée ne change pas la situation nette de la société ;
- éléments subjectifs : une banque privée ne peut décemment pas se passer d'une société de gestion. L'offre de gestion sous mandat en titres vifs ou en multigestion alliée à la gamme complète d'OPCVM que propose maintenant SwissLife Gestion Privée permet d'affirmer l'utilité et l'importance de cette filiale dans le business modèle de la banque.

Pour ces raisons, aucune dépréciation des titres SwissLife Gestion Privée n'est nécessaire ni envisagée.

4) Immobilisations

4.1) Fonds de commerce

Le poste « fonds de commerce » résulte d'une part de l'apport par VIEL & Cie à SwissLife Banque Privée des activités de banque privée de Banque Privée Fideuram Wargny le premier septembre 2007 pour un montant de 4 816 K€, et d'autre part de l'acquisition du fonds de commerce de la société Arpège Finances le 1^{er} septembre 2008 pour un montant de 5 414 K€. Ce fonds de commerce (Vendôme) est principalement composé de la clientèle de ces activités à la date de l'apport, notamment de tous les contrats, conventions de comptes et conventions accessoires à ces conventions, et passifs associés à ces clients, ainsi que des baux, droits de propriété industrielle et contrats d'assurance liés à ces activités.

La banque, à partir de l'exercice 2016, a changé les modalités d'évaluation des fonds de commerce abandonnant les modalités retenues lors de l'acquisition des fonds de Banque Privée Fideuram Wargny et d'Arpège Finances et de la société de gestion Prigest au profit de celle préconisée par le règlement ANC 2015-06 basée sur les DCF. Le cas échéant, une provision sera passée si cette valeur est inférieure à l'ensemble constitué de la valeur nette du portefeuille de la clientèle privée et du goodwill, soit 10,5 M€. Les dotations aux amortissements ou aux provisions pour dépréciation sont exclues de l'assiette de l'impôt et ont une incidence complète en résultat net.

Cette valorisation sera effectuée tous les ans et si elle est supérieure à la valeur nette de l'actif dans les années à venir, aucune reprise de provision pour dépréciation antérieurement dotée ne pourra être comptabilisée. Si elle est inférieure, une dotation sera effectuée.

Les droits d'enregistrement sont intégrés au prix de revient du fonds de commerce.

Sur l'impairment test SLBP :

Conformément à ce que préconise le règlement ANC 2015-06 Art 214-6, une évaluation sur la valeur d'usage a été pratiquée pour chacun des fonds de commerce et comparée à son coût historique. Notons que ce coût historique peut avoir une valeur différente dans les comptes sociaux et consolidés. Dans le cadre de l'appréciation de la valeur d'utilité de la filiale SwissLife Gestion Privée, la valeur d'usage de chacun des fonds de commerce a été comparée à sa valeur dans les comptes sociaux.

Cette évaluation de la valeur d'usage par les DCF (règlement ANC 2015-06 Art 214-6) est basée sur les flux de trésorerie. Ces flux de trésorerie sont établis pour chacune des activités concernées par les différents fonds de commerce par les

revenus qu'ils génèrent individuellement diminués ainsi des charges affectées à ce fonds de commerce en 2017, au MTP de 2018 jusqu'en 2020, puis actualisé à l'infini. Il n'est pas pris en compte une sortie de l'actif à l'issue des 10 ans. Le taux d'actualisation retenu lors du précédent impairment test avait été calé sur celui du groupe à 8.27 % sur le résultat avant impôts.

Trois fonds de commerce sont inscrits dans les comptes sociaux.

Le fonds de commerce SLGP est constitué de l'en-cours des mandats de gestion en comptes titres ou contrats d'assurance-vie, avenants de réorientation de l'épargne, comptes sous mandat de conseil et des OPCVM. Il ne tient pas compte des actifs issus de l'achat de la société PRIGEST, dont le fonds de commerce résultant de la transmission universelle de patrimoine est évalué séparément.

L'entité SLBP sociale doit être retraitée du métier de la TCC, dont le périmètre des revenus est identifié dans le MTP par le courtage et la conservation de SLAP (fonds € et UC) et SLAM, ainsi que la marge d'intérêts de la trésorerie. Ce traitement permet de déterminer le résultat avant impôt du fonds de commerce « Vendôme ».

La valeur ainsi calculée étant supérieure à celle inscrite au bilan, aucune provision n'a été constituée.

Toutes les valeurs d'usage ainsi déterminées sont supérieures à leur coût historique dans les comptes sociaux. Aucune dépréciation n'a été constituée ni au titre de la valeur d'utilité de SwissLife Gestion Privée dans les comptes sociaux de SwissLife Banque Privée, ni au titre du fonds de commerce historique de la banque.

4.2) Immobilisations amortissables

Elles figurent à l'actif au coût historique, diminuées des amortissements cumulés, calculées sur la durée de vie estimée des biens concernés, selon le mode linéaire. Les taux utilisés sont les suivants :

Agencements	De 12,50 à 20 %
Mobiliers	De 10 à 20 %
Machines et Matériels de bureau	De 20 à 33,33 %
Logiciels	De 33 à 100 %
Progiciels informatiques	De 10 à 20 %

Une dotation exceptionnelle est comptabilisée lorsque la durée d'usage d'une immobilisation est inférieure à sa durée d'amortissement.

4.3) Logiciels et activation de coûts internes

Les coûts de développement sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels. Selon l'article 1224-6 du règlement ANC 2014-07, ceci implique, pour l'entité, de respecter l'ensemble des critères cumulés suivants :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.

L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité. Elle doit pouvoir, en outre, évaluer de manière suffisamment fiable les avantages économiques futurs attendus, la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

5) Règles de provisionnement

Les charges et les produits bancaires sont comptabilisées dans l'exercice de leur rattachement. Les charges ou produits étalés sur plusieurs exercices sont comptabilisés par nature en charges à payer ou produits à recevoir.

Le risque crédit

En application du règlement ANC 2014-07, la banque classe en client douteux les clients dont le débit ou les échéances de crédit sont impayés depuis plus de 90 jours lorsque ces montants dépassent 5000 € et ne sont pas couverts par des avoirs en titres.

En principe, la totalité des crédits étant couverts par une garantie réelle (Nantissement de contrats d'assurance vie – Nantissement de portefeuille titres), les risques de crédit sont limités. Néanmoins lorsqu'une échéance est impayée, le service des engagements représente le prélèvement. En cas de second retour impayé, il relance au moyen d'une lettre recommandée avec AR.

Au troisième impayé, le compte est comptabilisé en créances douteuses, et le différentiel éventuel entre le solde résiduel du crédit – intérêts compris - et l'évaluation de la garantie est provisionnée en totalité.

Les soldes débiteurs de plus de 90 jours sont déclassées de créances saines à douteuses. Néanmoins, leur provisionnement étant individuel, si un solde débiteur est lié à des avoirs égaux ou supérieurs à cette créance, aucune créance n'est constituée.

6) Fonds pour risques bancaires généraux

Afin de couvrir de façon globale les risques bancaires généraux auquel la banque pourrait être exposée, un fonds a été constitué de façon préventive. Au 31 décembre 2017, il s'élève à 379 milliers d'euros.

7) Provisions pour risques et charges :

Engagements sociaux

Ces engagements sont évalués par un cabinet d'actuariat spécialisé conformément aux dispositions correspondantes des règlements comptables applicables en France et notamment conformément à l'accord interprofessionnel du 18 mai 2009. Les engagements sociaux comptabilisés couvrent l'évaluation prospective (nette des couvertures par des contrats d'assurances) des coûts :

- des médailles du travail ;
- des indemnités de fin de carrière (IFC) et de retraites.

Le taux d'actualisation retenu pour les durées résiduelles d'activité supérieure à 10 ans correspond au taux iboxx retraité (en n'incluant que les éléments de dette senior) du 31 décembre 2017 soit 1,398 % (contre 1,467 % pour l'exercice 2016). La provision à la clôture 2017 s'établit à 514 664 € et a donné lieu à une dotation nette de 44 425 € au cours de l'exercice. Le calcul de la provision a été effectué sur des données à fin novembre ; les mouvements intervenus sur la fin de l'exercice n'ont pas d'impact significatif sur le montant de l'engagement.

Provision pour litiges salariés

Les litiges salariaux font l'objet d'une analyse individuelle. Une reprise nette de 6 K€ a été comptabilisée à la clôture de l'exercice 2017.

Autres risques

Les litiges et contentieux sont analysés à leur naissance et sont présentés à un comité statuant sur la nécessité et le niveau de provision à constituer le cas échéant.

8) Engagements hors bilan et divers

** Opérations sur instruments financiers à terme :*

Durant l'exercice 2017, la société n'a effectué aucune opération pour compte propre sur les marchés à terme.

9) Comptabilisation des commissions reçues

En application de l'article 2171-1 de l'ANC, en particulier :

- les commissions basées sur les opérations sont comptabilisées à la date de transaction ou d'émission du titre et ne font pas l'objet d'étalement. Il s'agit par exemple des commissions de mouvement sur les valeurs mobilières, les droits d'entrée sur les OPC, les commissions « up front » sur produits structurés ...
- les commissions attachées à un encours ou une période telles que les commissions d'encours sur OPC, les commissions « on going » sur produits structurés, les droits de garde et assimilés sont étalées sur la période de référence.

10) Consolidation impôt sur les sociétés et intégration fiscale

Un groupe d'intégration fiscale a été créé en 2008 entre SwissLife Banque Privée et SwissLife Gestion Privée.

Un crédit d'impôt a été imputé sur l'impôt sur les sociétés 2017 concernant le versement à la fondation SwissLife effectué durant les années 2013 à 2017, et concernant le CICE (cf. note 18)

Le groupe SwissLife Banque Privée tel que décrit ci-dessus est consolidé par intégration globale par le groupe SwissLife et par mise en équivalence par le groupe VIEL.

11) Changements de méthode comptable

Aucun.

12) Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2017 le budget des commissaires aux comptes s'établit à 108 K€ HT.

13) Engagements et opérations avec les entreprises liées

En application du règlement 2010.04 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement 2014-07 de l'ANC relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les dits éléments sont présentés dans les annexes suivantes au point 17.

Notes annexes aux comptes sociaux

Note n°1. – Détail du portefeuille titres au 31 décembre 2017

Destination / Nature des titres (En milliers d'euros.)	Revenu fixe	Revenu variable	Total au 31/12/2017	Total au 31/12/2016
Titres reçus en pension livrée	-	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable				
Obligations françaises cotées/Ets de crédit				
Obligations françaises cotées/Clientèle				
Créances rattachées				
Total créances à terme	0	0	0	0
Titres de transaction (1)	0	4 140	4 140	0
OPCVM français de capitalisation				
OPCVM étrangers de capitalisation		4 140	4 140	0
Actions françaises cotées				
Actions étrangères cotées				
Obligations et autres titres à revenus fixes			0	0
Titres de placement		100 031	100 031	100 000
OPCVM monétaires EUR français mixte non cotés		100 000	100 000	100 000
OPCVM français diversifiés non cotés				
OPCVM en devises non cotés		-		
Actions étrangères cotées		53	53	
(-) Provision pour dépréciation	-	-22	-22	
Obligations				
Titres de créances négociables				
Créances rattachées				
Titres d'investissement				
Titres de créances négociables				
Créances rattachées				
Total portefeuille titres	0	104 171	104 171	100 000
Total portefeuille	0	104 171	104 171	100 000
Plus-values latentes sur titres de placements		0	0	0

Au cours de l'exercice 2017, la banque a acheté un warrant lui permettant de couvrir le CAP dont bénéficie des clients emprunteurs sur une base de 5 M€. Ce warrant d'une valeur de 53 K€ a été déprécié de 22 K€ au 31 décembre 2017, sa valeur de marché étant inférieure à son coût historique.

Par ailleurs, pour des raisons réglementaires, SwissLife Banque Privée a décidé fin 2010 de placer sa trésorerie dans des OPCVM monétaires de premier plan. Les EMTN souscrits par les clients, mais non encore enregistrées dans leur portefeuille ne constituent des positions pour compte propre. Aussi, à compter de l'exercice 2017, la banque comptabilise ces opérations en compte d'attente en s'assurant du dénouement dans les jours suivants leur enregistrement.

Note 2. – Valorisation des portefeuilles au 31 décembre 2017

Code ISIN	Titres	Quantité	Prix de revient	VL au 31/12/2017	Prix de revient (En euros.)	Intérêts courus (En euros.)
OPCVM						
Titres de placement						
Amundi Tresor Corp	(FR0010251660)	426,19	234 638,41	100 000 076,26	100 000 076	
Cap Warrant on Euribor 3 Months	(NL0010621165)	6 200,00	8,60	53 320,00	53 320	
Total OPCVM français de capitalisation					100 053 396	0

Code ISIN	Réévaluation / Provisions pour dépréciation (En euros.)	Valeur au bilan (En euros.)	Valorisation	Moins-value latente (En euros.)	Plus-value latente (En euros.)
OPCVM					
Titres de placement		100 000 076	100 000 076	0	0
Amundi Tresor Corp		31 322	31 322	21 998	6 200,00
Cap Warrant on Euribor 3 Months	21 998				
Total OPCVM français de capitalisation	21 998	100 031 398	100 031 398	21 998	0

Note n° 3. – Echancier des créances au 31 décembre 2017

Nature (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2016
Caisse Banque Centrale CCP	465 181	465 181				1 185 385
Créances sur établissements de crédit						
A vue	125 364	125 364				159 825
A terme						
Total créances interbancaires	125 364	125 364				159 825
Créances sur la clientèle						
Vis à vis de la clientèle non apparentée						
Prêts à taux fixe	3			3		3
Prêts à taux variable ou révisable	536 705	79 777	307 181	118 370	31 377	454 360
Autres comptes débiteurs	37 609	37 609				31 448
Intérêts courus	362	362				278
	574 679	117 748	307 181	118 373	31 377	486 089
Vis à vis de sociétés apparentées						
Prêts à taux fixe		-				-
Intérêts courus	-	-				-
Total créances clientèle	574 679	117 748	307 181	118 373	31 377	486 089
Titres à revenu variable						
Titres de transaction	4 140	4 140				
Titres de placement	100 031	100 000		31		100 000
Total titres à revenu fixe	104 171	104 140		31		100 000
Total	1 269 395	812 433	307 181	118 404	31 377	1 931 299

Les prêts, qu'ils soient à taux fixes ou à taux variables sont tous garantis par des contrats d'assurance vie ou des portefeuilles de valeurs mobilières liquides couvrant au minimum 100 % du prêt consenti ou le cas échéant par une hypothèque sur un bien immobilier. Aucune créance sur la clientèle n'est éligible au refinancement de la Banque de France ou au système européen de Banque Centrale. Aucun crédit n'a été accordé pour une durée indéterminée.

Note n° 3 bis. – variation des provisions pour créances douteuses

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Dotations	Reprises		31/12/2017
			Utilisées	Non utilisées	
Provision pour compte ordinaire	531	16		75	472
Provision pour prêts					
Immobilisations	531	16	0	75	472

Note n° 4. – Echancier des dettes au 31 décembre 2017

Nature / Echéance (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2016
Dettes interbancaires						
Lignes interbancaires à taux variable	0	0				0
Emprunts à terme à taux fixe						
Intérêts courus	0	0				0
Comptes ordinaires créditeurs	132	132				368
	132	132	0			368
Dettes vis à vis de la clientèle						
Comptes à régime spécial	19 898	19 898				20 516
Comptes ordinaires créditeurs	1 089 114	1 089 114				1 823 890
Comptes à terme à taux variable	50 000		50 000			50 035
Intérêts courus	5		5			22
Autres dettes vis-à-vis de la clientèle	12	12				170
	1 159 029	1 109 024	50 005			1 894 633
Emissions de titres de créances négociables						
Vis à vis de sociétés apparentées						
Autres contreparties	0					0
Intérêts courus						
Emprunts subordonnés						
Emprunts à terme	0		0			0
Intérêts courus	0		0			0
	0	0	0	0		0
Total	1 159 161	1 109 156	50 005	0		1 895 001

Les comptes ordinaires créditeurs de 1 089 M€ représentent, pour l'essentiel, les comptes d'OPCVM gérés par le groupe, ainsi que des comptes ordinaires créditeurs et des comptes des sociétés du groupe. La forte baisse entre 2016 et 2017 est liée aux OPCVM monétaires de SwissLife Asset Managers qui présentaient ponctuellement des soldes créditeurs très élevés fin 2016.

Les autres dettes vis à vis de la clientèle sont principalement constitués d'avis à tiers détenteur.

Note n° 5.1. – Participations significatives

Dénomination sociale - Adresse (En milliers d'euros.)	Identification RCS/RCI	Capital	Réserves et report à nouveau	% détenu	Valeur comptable des titres détenus		Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
					Brute	Nette			
Filiales :									
SwissLife Gestion Privée 7, place Vendôme 75001 Paris	Paris B 378 782 163	277	27 722	99,95	10 811	10 811	13 266	1 712	0

Note n° 5.2. – Variation annuelle des titres de participations

Solde initial	10 811
Augmentation	
Acquisition	
Reprise de provision	
Réévaluation	
Autres variations	
Diminution	
Vente	
Provision	
Autres variations	
Solde final	10 811

Note 6.1. – Immobilisations incorporelles

Montants bruts	31/12/2016	Acquisitions	Cessions / Transfert	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	12 194	215	63	12 346
Immobilisations en cours	1 879	433	533	1 779
Fonds de commerce	10 509			10 509
Immobilisations	24 582	648	596	24 634

Amortissements	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	-6 667	-1 667	-62	-8 272
Immobilisations en cours	0			0
Fonds de commerce	0			0
Amortissements	-6 667	-1 667	-62	-8 272
Montants nets	17 914			16 361

L'essentiel des immobilisations en cours est constitué par le logiciel de production réglementaire édité par WKFS dont la mise en service sera effectuée au premier trimestre 2018.

Le critère retenu de comptabilisation des coûts de projet en immobilisation sont principalement les suivants :

- la dépense est directement affectable au projet ;
- elle est postérieure au lancement du projet et antérieure à la mise en service du logiciel ;
- elle n'est pas relative à de la formation ou de la documentation.

Note 6.2. – Immobilisations corporelles

Montants bruts	31/12/2016	Acquisitions	Cessions	31/12/2017
Œuvres d'art	244			244
Matériel de bureau	820	5		826
Matériel informatique	2 673	265	157	2 780
Agencements et installations	3 258			3 258
Matériel téléphonique	0	53		53
Matériel de transport	8			8
Immobilisations	7 003	323	157	7 169

Amortissements	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Matériel informatique	-2 246	-281	-157	-2 370
Mobilier de bureau	-699	-35		-734
Agencements et installations	-2 746	-104		-2 850
Matériel téléphonique	0	-8		-8
Matériel de transport	-8			-8
Amortissements	-5 698	-428	-157	-5 969
Montants nets	1 305			1 200

Note n° 7. – Détail des comptes « Autres actifs », « Autres passifs », et « Comptes de régularisation »

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Autres actifs	21 106		19 927	
Instruments conditionnels achetés				
Comptes sociétés de bourse	14 758		12 147	
Dépôts opérations marché	2 000		2 000	
Dépôts et cautionnements	1 056		1 386	
Débiteurs divers	3 292		4 394	
Autres passifs		71 387		8 706
Instruments conditionnels vendus				

Titres à revenus variables vendus		0		0
Sociétés de Bourse		67 855		6 087
Dépôt de la clientèle		23		0
Dettes sur le Trésor Public		458		435
Impôt sur les sociétés		1 399		0
Dettes organismes sociaux		810		678
Fournisseurs et comptes rattachés		449		904
Autres dettes		393		602
Comptes de régularisation	19 422	25 951	18 424	20 185
Charges payées d'avance	1 494		608	
Commissions à recevoir	15 550		17 497	
Créances et dettes de report SRD	424	423		
Compte de régularisation divers	1 954	3 646	319	3 839
Provision congés payés				
Charges à payer		21 882		16 346

Le dépôt de garantie sur marché figurant à l'actif est en lien avec les opérations de SRD de la clientèle particulière. Les dépôts et cautionnements sont principalement liés aux dépôts de garantie des différents baux commerciaux. Les débiteurs divers sont principalement constitués d'une créance d'intégration fiscale sur SwissLife Gestion Privée pour 1,5 M€, des factures clients pour 1,1 M€ et d'autres comptes de débiteurs divers pour 0,7 M€.

Pour des raisons réglementaires, la banque décompense les créances et les dettes SRD de ses clients et les dettes et créances broker associées.

Les autres dettes sont constituées de créances exigibles en attente de règlement.

Parmi les charges à payer figurent des charges liées au personnel pour 9,2 M€.

Parmi les charges à payer figurent des charges liées au personnel pour 11 M€, des charges liées aux produits structurés pour 8,1 M€ dont 4,3 M€ seront payées au premier trimestre 2018.

Parmi les commissions à recevoir, ceux relatifs aux produits structurés représentent plus de 10,7 M€ dont plus de 5,6 M€ seront facturés au premier trimestre 2017.

Note n° 8. – Opérations avec le groupe

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Amont	Aval	Amont	Aval
Actif	9 778	0	1 861	423
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	9 778	0	1 861	423
Dépôts de garantie versés	0	0	0	0
Passif	717 228	77 817	1 530 617	39 658
Dettes envers les établissements de crédit		0		0
Comptes créditeurs de la clientèle	717 228	77 817	1 530 617	39 658
Dépôts de garantie reçus	0	0	0	0
Hors bilan	189	0	189	0
Engagement de garantie donné	189	0	189	0

AMONT : Société mère et sociétés apparentées

AVAL : Filiales et participations

Les comptes créditeurs de la clientèle comprennent 130 M€ de comptes à terme et compte bloqué à 32 jours. L'essentiel du solde des comptes créditeurs à vue est constitué par les OPCVM de SLAM.

Note n° 9. – Bilan devises en contrevalet euros

Solde en contrevalet des postes du bilan en devise	31/12/2017	31/12/2016
Actif		
Liquidités	44 302,2	43 610,6
Crédits et découverts	0,5	572,4
Titres de transaction	4 005,4	0,0
Autres actifs	118,1	0,0
Position de change	2,4	101,7
Total actif	48 428,6	44 284,7

Passif		
Liquidités	2,1	2,3
Comptes créditeurs de la clientèle	44 217,6	44 235,2
Autres passifs	46,2	6,2
Position de change	4 162,7	41,1
Total passif	48 428,6	44 284,7

Du fait d'une position en compte erreur liée à un ordre mal enregistré sur un OPCVM en USD, la banque avait au 31 décembre 2017 une position de change de plus de 4,1 M€.

Note n° 10 : Provision pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Dotation	Reprises		Autres variations	31/12/2017
			Utilisées	Non utilisées		
Provision moyen long terme	0					0
Provision pour risque juridique	181					181
Provision risque clientèle	220	170				390
Frais liés à la réglementation	40			40		0
Provision pour litiges sociaux	66			6		60
Autres provisions pour risques et charges	87		87			0
Total provision pour risques et charges déductibles	594	170	87	46		631
Indemnités de fin de carrière	471	44				515
Total provisions pour risques et charges non déductibles	471	44	0	0		515
Provisions pour risques et charges	1 065	214	87	46	0	1 146

Les principaux paramètres retenus pour le calcul de l'engagement retraite sont les suivants :

- taux d'actualisation 1,3980 % ;
- taux d'inflation 2.5 % ;
- type de départ à la retraite 100 % départ volontaire ;
- âge de fin de carrière : cadres entre 62 et 64 ans, non cadres 62 ans (selon année de naissance).

Note n° 11. – Evolution des Fonds Propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Augmentation	Réduction	31/12/2017
Capital social	37 902			37 902
Réserve légale	1 250	88		1 338
Réserve plus-value à long terme	0			0
Autres réserves	4 439			4 439
Prime d'émission d'actions	19 835			19 835
Report à nouveau	9 263	1 676		10 939
Fonds propres avant affectation	72 690	1 764	0	74 454
Résultat 2016	1 764		1764	
Résultat 2017		5 945		5 945

Le capital social est composé de 2 368 880 actions ordinaires de 16 € chacune.

Note n° 11 bis. – Proposition d'affectation

Proposition d'affectation	
Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 est de	5 944 597,00
Diminué de la dotation à la réserve légale	2 452 548,46
Augmenté du report à nouveau de	10 938 651,14
Forment un total disponible de	14 430 699,68
A titre de dividende	4 145 540,00
Forment un total disponible de	10 285 159,68

Note n°12. – PNB 2016-2017

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts en produit	10 260	7 238
Intérêts en charge	-2 834	-1 581
Revenu des titres à revenu variable	12	12
Commissions en produit	70 348	50 344
Commission en charge	-35 329	-25 756
Gains sur opérations de négociations		
Gains sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	-627	-104
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	3 277	2 402
Total produit net bancaire	45 107	32 555

L'augmentation de la marge d'intérêts est liée à celle de l'encours de crédits (+60 M€) avec une marge ne baissant que légèrement. A l'inverse, la baisse des taux définitivement situés en territoire négatif a sensiblement fait baisser la marge sur les soldes créditeurs de la clientèle.

La forte hausse des commissions nettes est liée à la forte progression des marchés actions se répercutant sur la rotation des portefeuilles clients tant en produits structurés qu'en commissions de mouvements. Néanmoins, le rapport entre commissions brutes et commissions versées ne s'améliore que très légèrement.

La diminution des commissions versées trouve également son origine dans l'activité produits structurés.

Depuis la fin du premier trimestre 2017, tous les OPCVM de trésorerie ont un rendement négatif, ce qui explique les pertes sur opérations de placement.

Les autres produits d'exploitation bancaires sont liés à l'activité de dépositaire d'OPCVM.

Note n°13. – Détail des charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Charges de personnel	21 866	17 935
Charges administratives	12 886	11 452
Impôts et taxes	1 076	599
Autres charges / autres produits d'exploitation	-2	36
Frais généraux refacturés et transfert de charges	-848	-1 004
Total charges d'exploitation	34 978	29 019

Les charges de personnel intègrent la dotation nette liée aux litiges sociaux ainsi que la dotation nette liée aux indemnités de fin de carrière. La hausse des frais de personnel s'explique essentiellement par celle des bonus provisionnés et, par la hausse de la participation des salariés inexistantes en 2016 du fait des résultats moindres.

Les charges externes augmentent du fait des charges locatives qui a vu en 2017 la fin de la franchise de loyer pour laquelle il restait encore un trimestre en 2016. Les autres charges sont restées globalement stables.

Note n°14. – Détail des charges de personnel retraitées

	31/12/2017	31/12/2016
Salaires	12 244	10 033
Participation des salariés	948	265
Intéressement	0	0
Charges sociales	6 740	4 886
Dont charges de retraite	1 145	1 172
Charges fiscales	1 260	1 652
Dotations/Reprises nettes sur provisions pour risques et charges	39	89
Indemnités diverses	635	1 010
	21 866	17 935

En application du règlement ANC 2014-07, les provisions pour risques et charges à caractère social ainsi que les indemnités exceptionnelles sont intégrées au poste « Frais de personnel ». Les provisions pour bonus, les indemnités pour congés payés, CET, RTT sont incluses dans la rubrique « salaires ». Il est à noter que certains taux de charges provisionnées ont été revus à la hausse pour une meilleure image fidèle. Ainsi le taux de CP, CET, RTT provisionnés est passé de 42 % à 53 % représentant le taux de charge social marginal appliqué aux bonus notamment. Le taux de charges sociales provisionnées au titre de la participation est passé de 20 % à 31 % en intégrant le taux moyen de taxe sur les salaires.

Note n° 15. – Statut du personnel

	Hommes	Femmes	Total
Cadres	66	29	95
Non cadres	15	28	43
Total	81	57	138

Note n° 16. – Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux

L'information concernant la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux n'est pas communiquée dans la mesure où elle conduirait à donner des informations individuelles. Néanmoins, il est à noter que le Directeur Général est salarié de SwissLife France, et est refacturé à SwissLife Banque Privée.

Note n°17. – Détail du coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Pertes nettes sur créances irrécouvrables et sur litiges avec la clientèle	16	32
Dotation aux provisions pour créances douteuses		
Dotation nette aux provisions pour risques et charges	129	
Dotation nette de provision pour créances douteuses	35	202
Reprise nette de provision pour risques et charges		-374
Coût du risque	180	-140

La dotation nette pour risques et charges s'explique par le provisionnement de litiges clients pour un total de 129 K€ et la reprise de provisions dotées en 2016. Les débiteurs irréguliers sont classés en créances douteuses au-delà de 90 jours, et font l'objet d'une dotation dès lors où le risque d'irrécouvrabilité est avéré.

Note n° 18. – impôts sur les Sociétés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Résultat avant IS	7 876	1 555
Résultat fiscal	5 767	339
IS théorique	1 958	94
IS comptabilisé	1 931	-209

L'absence de réintégration de la provision bonus 2017 du résultat avant impôt explique l'écart entre le résultat avant impôt et le résultat fiscal servant de base à celui-ci. En effet, les bonus étant déterminés avec suffisamment de certitude, la banque a décidé à compter de 2017 de ne plus réintégrer les bonus. En 2017, les crédits d'impôts (CICE et dotation à la fondation SwissLife) ont représenté 137 K€. Il n'existe pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire. Il n'existe pas non plus de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale.

Note n° 19. – Détail des opérations avec les parties liées (article 2 du règlement n° 2010-04)

Note n° 19-1. – Liste des transactions conclues avec les parties liées

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions en produit (En milliers d'euros.)		Montant des transactions en charge (En milliers d'euros.)	
		Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2016
SwissLife Assurance et Patrimoine	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	3 584	3 404		
SwissLife Prévoyance et Santé	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	139	141		
SwissLife Assurance de Biens	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	124	127		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Commissions de mouvement	1 899	1 840		
SwissLife Prévoyance et Santé	Commissions de mouvement	86	0		
SwissLife Assurance de Biens	Commissions de mouvement	27	5		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocession de commissions d'assurance	1 982	1 057		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Refacturation ingénierie patrimoniale	150	150		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocessions de produits structurés			25 758	17 102

Note n° 19-2. – Liste des opérations non inscrites au bilan

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée (En milliers d'euros.)		Autres informations
		Exercice 2017	Exercice 2016	
Ma Santé Facile	ORIAS	150	150	
Ma Santé Facile	Garantie de Loyer	9	9	
Agami	Garantie de Loyer	30	30	

IV. – Résultat financiers au cours des cinq derniers exercices

(Articles 133,135 et 148 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales)

	2013	2014	2015	2016	2017
1- Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	37 902 080	37 902 080	37 902 080	37 902 080	37 902 080
b) Nombre d'actions émises	2 368 880	2 368 880	2 368 880	2 368 880	2 368 880
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
2- Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxe	48 330 146	62 710 209	66 615 365	61 563 738	85 606 933
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	390 366	3 481 428	7 999 471	3 333 496	10 087 679
c) Impôt sur les bénéfices	149 878	1 328 800	1 438 332	-209 492	1 930 988
d) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	94 222	1 771 757	5 096 645	1 764 409	5 944 597
e) Montant des bénéfices distribués					
3- Résultat des opérations réduit à une action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	0,1	0,9	2,8	1,5	3,4
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	0,0	0,7	2,2	0,7	2,5
c) Dividende versé à chaque action	0	0	0	0	0
4- Personnel					
a) Nombre de salariés	107	116	118	129	140
b) Montant de la masse salariale	9 120 619	11 480 219	11 879 089	11 308 281	13 826 866
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux(Sécurité sociale, œuvres sociales, ...)	4 158 356	5 168 696	5 110 179	4 886 308	6 637 989

V. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire et avis du Conseil de surveillance, et après avoir constaté que :

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 est un bénéfice de	5 944 597,21 €
Diminué de la dotation à la réserve légale (5 %)	2 452 548,46 €
Augmenté du report à nouveau de	10 938 651,14 €
Forment un total disponible de	14 430 699,89 €
Décide l'affectation suivante	
A la distribution de dividende	4 145 540,00 €
Au poste report à nouveau	10 285 159,89 €

Le dividende net par action est en conséquence de 1,75 €.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du lendemain du jour de la présente assemblée.

Sur le plan fiscal, ce dividende ne sera pas assorti d'un avoir fiscal mais il ouvre droit, au profit des actionnaires personnes physiques domiciliés en France, à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant (article 158 2° du 3 du CGI) soit pour un montant total de 5,25 €. La somme de 4 145 534,75 € ne sera pas éligible à cet abattement.

Elle donne par ailleurs acte au Conseil de Surveillance que, conformément aux dispositions de l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices, aucun dividende n'a été distribué.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité des votants.

VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SwissLife Banque Privée relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Gérance et dans les autres documents adressés à l'Assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Suisse - Banque (France) (devenue en 2008 SwissLife Banque Privée) par l'Assemblée Générale du 31 mars 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par les statuts constitutifs du 12 juillet 1991 pour le cabinet Corevise.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 15^e année de sa mission sans interruption et le cabinet Corevise dans la 27^e année, soit les 15^e et 27^e année respectivement depuis que la société est entrée dans le périmètre des EIP tel que défini par les textes européens.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2018
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Alain Delage
Associé

Corevise
Sébastien Martineau
Associé

B. – Comptes consolidés**I. – Bilan au 31 décembre 2017**

(En euros.)

Actif	Amortissements et provisions	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total
Opérations interbancaires et assimilées			
Caisse, Banques centrales, CCP		465 180 592	1 185 385 254
Effets publics et effets assimilés			
Créances sur les établissements de crédit		125 673 311	159 851 154
Total opérations interbancaires et assimilées		590 853 903	1 345 236 408
Opérations avec la clientèle	472 626	574 678 748	486 089 399
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Opérations sur titres			
Obligations et autres titres à revenu fixe			52
Actions et autres titres à revenu variable	21 998	120 848 992	113 120 541
Total opérations sur titres		120 848 992	113 120 592
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille			
Participations et parts dans les entreprises liées		126 541	107 884
Parts dans les entreprises mises en équivalence		0	0
Total participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		126 541	107 884
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations corporelles	6 159 868	1 201 481	1 308 607
Immobilisations incorporelles	14 953 458	35 676 530	38 596 901
Total immobilisations corporelles et incorporelles	21 113 326	36 878 011	39 905 508
Ecarts d'acquisition			
Comptes de régularisation et actifs divers			
Autres actifs	94 405	20 033 716	20 516 905
Comptes de régularisation		21 921 869	19 982 712
Total comptes de régularisation et actifs divers		41 955 584	40 499 617
Total actif	21 702 355	1 365 341 780	2 024 959 408

Passif	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total
Opérations interbancaires et assimilées		
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	132 163	368 100
Total opérations interbancaires et assimilées	132 163	368 100
Opérations avec la clientèle	1 158 274 536	1 893 991 606
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables		
Emprunts interbancaires		
Autres dettes représentées par un titre		
Total dettes représentées par un titre	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers		
Autres passifs	74 577 174	13 201 328
Comptes de régularisation	28 651 703	22 061 672
Total comptes de régularisation et passifs divers	103 228 877	35 263 000
Ecarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	1 260 023	1 201 737
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	378 674	378 674
Capitaux propres (part du groupe)		
Capital	37 902 080	37 902 080
Primes d'émission	19 834 929	19 834 929
Réserves consolidées	36 019 147	35 528 509
Ecart de conversion		
Résultat	8 311 352	490 773
Total capitaux propres (part du groupe)	102 067 508	93 756 291
Total passif	1 365 341 780	2 024 959 408

Hors-bilan	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	27 152 547	30 129 458
Total engagements de financement	27 152 547	30 129 458
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédits		
Engagements d'ordre de la clientèle	22 085 494	23 887 489
Total engagements de garantie	22 085 494	23 887 489
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Total engagements sur titres		
Total engagements donnés	49 238 041	54 016 947
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Total engagements de financement		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédits		
Engagements reçus de la clientèle	609 513 951	523 703 718
Total engagements de garantie	609 513 951	523 703 718
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Total engagements sur titres		
Total engagements reçus	609 513 951	523 703 718

II. – Compte de résultat

(En euros.)

	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total
Produits nets d'intérêts et assimilés		
Intérêts et produits assimilés	10 259 589	7 238 037
Intérêts et charges assimilées	-2 835 504	-1 583 001
Revenus des titres à revenu variable	-7 389	11 996
Total produits nets d'intérêts et assimilés	7 416 696	5 667 032
Commissions nettes	45 939 366	33 205 546
Produits nets sur opérations du portefeuille de négociation	26 267	-196 259
Produits nets sur opérations du portefeuille de placement et assimilés	-651 795	88 602
Autres produits et charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation bancaire	3 276 740	2 401 884
Autres charges d'exploitation bancaire		
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	3 276 740	2 401 884
Produit net bancaire	56 007 275	41 166 806
Charges générales d'exploitation	-44 332 972	-40 860 651
Frais de personnel	-26 452 293	-21 848 785
Autres frais administratifs	-14 419 801	-12 797 536
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-3 460 878	-6 214 330
Résultat brut d'exploitation	11 674 303	306 155
Coût du risque	-180 706	140 415
Résultat d'exploitation	11 493 597	446 570
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence		
Produits nets sur actifs immobilisés	24 000	-3 600
Résultat courant avant impôt	11 517 597	442 970
Résultat net exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	-3 206 245	47 803
Amortissements des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux		
Résultat net	8 311 352	490 773

III. – Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2017**A. – Faits marquants de l'exercice 2017*****Une dynamique commerciale très soutenue***

La collecte nette de l'exercice s'est avérée largement positive, à 163,4 M€, ce qui a permis de franchir le niveau des 5 Mds d'AuM.

La dynamique a été forte sur le réseau Banquiers Privés +235 M€, sur les autres canaux de distribution la collecte nette est négative car impactée par des remboursements de produits structurés -4 M€ sur le réseau ouvert (dont -121 M€ en structurés), -62 M€ sur le réseau propriétaire (dont -84 M€ en structurés). Sur le canal en direct la collecte est également négative -6 M€ (équipes SLGP, mandats Prigest et produits structurés en direct).

En matière de crédits, l'objectif d'une production de 46 M€ sur l'exercice a été atteint fin septembre, avec des marges conformes voire supérieures au budget. Au final, la production nette de l'exercice s'est élevée à 82 M€.

Un PNB largement au-dessus du budget

Le PNB de l'exercice 2017 est de 56 M€, versus 45,9 M€ budgétés.

SLBP a été portée non seulement par le dynamisme des équipes commerciales mais aussi par celui des marchés financiers (effet marché +177,7 M€), ce qui a permis à certains postes qui ont fait défaut en 2016 de surperformer. Il s'agit notamment des produits structurés et du courtage.

Des évolutions de la gouvernance

Suite au départ de Hugues Aubry début septembre, Tanguy Polet a été nommé Directeur général de SLBP ad interim en septembre 2017.

Suite aux remarques de l'AMF pour se conformer à la Directive UCITS V, SLBP et SLGP ont fait évoluer la composition de leur Conseil d'administration, avec la nomination d'administrateurs indépendants.

En complément, à fin 2017, un changement de mode de gouvernance de SLBP est en cours, pour passer d'une société de type moniste (i.e. à Conseil d'administration) à une structure dualiste (i.e. Directoire et Conseil de surveillance).

Un décalage de la mise en œuvre des chantiers MIF2 et PRIIPS

La directive MIF II et le règlement européen Priips sont entrés en vigueur en janvier 2018. Toutefois, malgré des efforts importants, ces échéances ne seront pas respectées.

Un travail de priorisation des actions a été réalisé, ainsi qu'une replanification des actions reportées sur 2018

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a indiqué qu'elle se montrera compréhensive vis-à-vis des sociétés financières soumises à ces nouvelles exigences.

La mise en place de synergies avec Swiss Life France

Afin d'optimiser la gestion de plusieurs chantiers opérationnels (IT, Digital) et réglementaires (KYC, LCB-FT, MIF II, etc.), des groupes de travail communs aux deux entités ont été créés.

L'objectif consiste notamment à traiter les sujets et les problématiques communs de façon harmonisée et homogène, et à faire converger des dispositifs de contrôle interne et de maîtrise des risques.

B. – Note sur les principes et méthodes comptables

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 sont établis selon les règles applicables en France et résultant :

- du Code de Commerce (Loi du 30 avril 1983) ;
- du Plan Comptable des établissements de crédit.

Principes généraux

Au terme de l'article L-123 du Code de Commerce, les comptes annuels ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation en vigueur et plus particulièrement ceux de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes, de prudence, d'indépendance des exercices, en vue d'assurer régularité et sincérité et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Principes spécifiques

Les comptes annuels de la banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et aux dispositions du règlement CRC 99-07 du 24 novembre 1999.

1) Conversion des opérations libellées en devises

Les créances et les dettes figurant au bilan sont évaluées au taux de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au jour le jour.

2) Le portefeuille-titres

Classés dans le bilan en « titres à revenu fixe » et « titres à revenu variable », les titres sont comptabilisés et évalués suivant trois catégories : transaction, placement et investissement, selon le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire.

**** Les titres de transaction (ou en juste valeur par le résultat)***

Sont classés en titres de transaction dès lors qu'à l'origine l'établissement a l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme, ou qu'ils sont détenus par un établissement mainteneur du marché.

Dans la très grande majorité des cas, sont classés dans cette catégorie les positions issues d'erreurs dans l'exécution ou la gestion des comptes et ordres de bourse de la clientèle dans l'attente d'un dénouement qui intervient dans les jours suivants.

**** Les titres de placement (ou disponibles à la vente)***

Sont classés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de revenu direct ou de plus-value. Ils regroupent les valeurs mobilières, en particulier les parts d'OPCVM, et les titres de créances négociables.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur coût d'achat frais exclus.

A la clôture d'exercice, s'ils sont cotés, ces titres sont évalués sur la base du dernier cours connu, et dans le cas contraire, d'après leur valeur probable de négociation. Les parts d'OPCVM font l'objet d'une évaluation d'après leur dernière valeur liquidative connue et les éventuelles plus-values ne sont pas comptabilisées mais fiscalement réintégrées. Seules les moins-values pour dépréciation sont constatées et enregistrées en compte de charges.

** Les titres d'investissement (ou titres conservés jusqu'à l'échéance)*

Le critère unique et nécessaire est l'intention manifeste de détenir des titres jusqu'à l'échéance assorti de l'obligation de justifier de la capacité financière nécessaire pour les financer jusqu'à l'échéance.

Les principes d'évaluation des titres d'investissement demeurent inchangés.

L'amortissement des primes et décotes se calcule désormais de façon actuarielle.

3) Titres de filiales

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition et sont évalués à leur valeur d'usage, c'est-à-dire en fonction de l'utilité qu'il procure à son détenteur et non de sa valeur marchande ou valeur vénale

4) Immobilisations

4.1) Fonds de commerce

Le poste « fonds de commerce » résulte d'une part de l'apport par Viel & Cie à SwissLife Banque Privée des activités de banque privée de Banque Privée Fideuram Wargny le premier septembre 2007 pour un montant de 4 816 K€, et d'autre part de l'acquisition du fonds de commerce de la société Arpège Finances le 1^{er} septembre 2008 pour un montant de 5 414 K€. Ce fonds de commerce (Vendôme) est principalement composé de la clientèle de ces activités à la date de l'apport, notamment de tous les contrats, conventions de comptes et conventions accessoires à ces conventions, et passifs associés à ces clients, ainsi que des baux, droits de propriété industrielle et contrats d'assurance liés à ces activités.

Un test d'évaluation du fonds de commerce de SwissLife Banque Privée est réalisé, sur base consolidée, pour comparer cette valeur avec les montants inscrits à l'actif de SwissLife Banque Privée.

La banque, à partir de l'exercice 2016, a changé de méthode abandonnant la méthode retenue lors de l'acquisition des fonds de Banque Privée Fideuram Wargny et d'Arpège Finances et de la société de gestion Prigest au profit de celle préconisée par le règlement ANC 2015-06 basée sur les DCF. Le cas échéant, une provision sera passée si cette valeur est inférieure à la valeur nette de l'incorporel diminuée des impôts différés passifs éventuels en rapport avec ce portefeuille amortissable non encore repris en résultat. Les dotations aux amortissements ou aux provisions pour dépréciation sont exclues de l'assiette de l'impôt.

Sur l'impairment test SLBP (consolidé) :

Suite à l'évolution de la méthodologie de valorisation de l'actif, une évaluation sur la valeur d'usage a été pratiquée pour chacun des fonds de commerce et comparée à son coût historique. Notons que ce coût historique peut avoir une valeur différente dans les comptes sociaux et consolidés.

Cette évaluation de la valeur d'usage par les DCF (règlement ANC 2015-06 Art 214-6) est basée sur les flux de trésorerie. Ces flux de trésorerie sont établis pour chacune des activités concernées par les différents fonds de commerce par les revenus qu'ils génèrent individuellement diminués ainsi des charges affectées à ce fonds de commerce en 2016, au MTP de 2017 jusqu'en 2019, puis actualisé à l'infini. Il n'est pas pris en compte une sortie de l'actif à l'issue des 10 ans. Le taux d'actualisation retenu lors du précédent impairment test avait été calé sur celui du groupe à 8,27 % sur le résultat avant impôts.

Trois fonds de commerce sont inscrits dans les comptes consolidés.

Pour le fonds de commerce « Prigest » est constitué des OPCVM et des mandats Prigest (constituants le groupe d'actifs Prigest). Par exception, des charges normatives sont affectées à ce fonds de commerce pour déterminer sa valeur d'usage. Le fonds de commerce SLGP est constitué de l'en-cours des mandats de gestion en comptes titres ou contrats d'assurance-vie, avenants de réorientation de l'épargne, comptes sous mandat de conseil et des OPCVM. Il ne tient pas compte des actifs issus de l'achat de la société Prigest, dont le fonds de commerce résultant de la transmission universelle de patrimoine est évalué séparément.

L'entité SLBP sociale doit être retraitée du métier de la TCC, dont le périmètre des revenus est identifié dans le MTP par le courtage et la conservation de SLAP (fonds € et UC) et SLAM, ainsi que la marge d'intérêts de la trésorerie. Ce traitement permet de déterminer le résultat avant impôt du fonds de commerce « Vendôme ».

Les valeurs d'usage des fonds de commerce SLGP et SLBP ainsi déterminées sont supérieures à leur coût historique.

Ecart de première consolidation de la société Prigest SA

Dans les comptes consolidés, une analyse initiale de l'écart de première consolidation de la société Prigest de 17.44 M€ affectait celui-ci en totalité au fonds de commerce dans l'hypothèse sous-jacente d'une fongibilité rapide avec les actifs déjà gérés par SLGP et la volonté de développer ce fonds de commerce. L'ensemble de ce fonds de commerce avait alors été déclaré comme non amortissable.

Considérant l'évolution de la réglementation et notamment l'entrée en vigueur des règlements ANC 2014-03 et 2015-06 l'écart de première consolidation a été affecté à une valeur de portefeuille amortissable telle que prévue dans le règlement

ANC 2015-06, évalué à 3 % des AuM à la date d'acquisition soit un montant brut de 13,64 M€ et un écart d'acquisition non amortissable pour la partie résiduelle. Un impôt différé passif est comptabilisé en contrepartie tel que prévus aux articles 311 à 314 du règlement 99-02 et notamment l'exception prévu à l'article 313 alinéa 2. Ainsi, la valeur de portefeuille est estimée à 13,64 M€ accompagné d'un impôt différé passif de 4,55 M€. Le portefeuille est amorti sur 10 ans avec un rattrapage en P&L effectué en 2016. Le montant de l'amortissement annuel est de 1,36 M€ à compter de 2016.

Le test de provisionnement réalisé fin 2017 est basé sur le budget à trois ans (MTP 2017-2020). Celui-ci prévoit que SwissLife Gestion Privée demeure la société de gestion de la SICAV SLGP Prigest Perles pour les années à venir et n'anticipe qu'une attrition naturelle de la clientèle gérée provenant de la société Prigest.

La méthode appliquée est celle des DCF sur les flux de trésorerie des OPCVM et des mandats constituant le portefeuille et les charges normatives affectées à son exploitation sur la base du budget établi sur 3 ans par la Direction et actualisées à l'infini.

La dotation annuelle aux amortissements du portefeuille de la clientèle issue de la société Prigest est de 1.4 M€ et justifie la baisse de la ligne « Portefeuille de clientèle » à la clôture de l'exercice 2017 (terme repris de la note 5.1 des comptes consolidés). Le test de dépréciation est basé sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs suivant le scénario retenu plusieurs scenarii. Il donne au 31 décembre 2017 une valeur supérieure à la valeur nette figurant dans les comptes consolidés.

Au 31 décembre 2017 le scénario retenu et validé par les DG SLGP et SLBP est un scénario de continuité de l'activité par maintien du personnel concerné en place et attrition naturelle des encours sans décollecte provoquée.

Concernant la SICAV perles, le scénario maintien celle-ci au sein de SLGP. Ce scénario tient compte de l'augmentation des commissions de gestion de la SICAV Perles de 1 % TTC à 1,25 % TTC, acté par la décision du Conseil d'Administration de la SICAV Perles du 19 décembre 2017 et qui sera effective en mai 2018, date de l'absorption des OPC Prigest World 2020 et Prigest Pacifique.

4.2) Immobilisations amortissables

Elles figurent à l'actif au coût historique, diminuées des amortissements cumulés, calculées sur la durée de vie estimée des biens concernés, selon le mode linéaire. Les taux utilisés sont les suivants :

Agencements	De 12,50 à 20 %
Mobiliers	De 10 à 20 %
Machines et Matériels de bureau	De 20 à 33,33 %
Logiciels	De 33 à 100 %
Progiciels informatiques	De 20 à 33 %

Une dotation exceptionnelle est comptabilisée lorsque la durée d'usage d'une immobilisation est inférieure à sa durée d'amortissement.

4.3) Logiciels et activation de coûts internes

Les coûts de développement sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels. Selon le PCG, ceci implique, pour l'entité, de respecter l'ensemble des critères cumulés suivants :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.

L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité. Elle doit pouvoir, en outre, évaluer de manière suffisamment fiable les avantages économiques futurs attendus, la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

L'ensemble de ces critères sont respectés par la banque.

5) Règles de provisionnement

Les charges et les produits bancaires sont comptabilisées dans l'exercice de leur rattachement – Les charges ou produits étalés sur plusieurs exercices sont comptabilisés par nature en charges à payer ou produits à recevoir.

Le risque crédit

En application du règlement CRC 2002-03, la banque classe en client douteux les clients dont le débit ou les échéances de crédit sont impayés depuis plus de 90 jours lorsque ces montants dépassent 5000 € et ne sont pas couverts par des avoirs en titres.

En principe, la totalité des crédits étant couverts par une garantie réelle (Nantissement de contrats d'assurance vie – Nantissement de portefeuille titres), les risques de crédit sont limités. Néanmoins lorsqu'une échéance est impayée, le service des engagements représente le prélèvement. En cas de second retour impayé, il relance au moyen d'une lettre recommandée avec AR.

Au troisième impayé, le compte est comptabilisé en créances douteuses, et le différentiel éventuel entre le solde résiduel du crédit – intérêts compris - et l'évaluation de la garantie est provisionnée en totalité.

Les soldes débiteurs de plus de 90 jours sont déclassés de créances saines à douteuses. Néanmoins, leur provisionnement étant individuel, si un solde débiteur est lié à des avoirs égaux ou supérieurs à cette créance, aucune créance n'est constituée.

6) Fonds pour risques bancaires généraux

Afin de couvrir de façon globale les risques bancaires généraux auquel la banque pourrait être exposée, un fonds a été constitué de façon préventive.

Au 31 décembre 2017, il s'élève à 379 milliers d'euros.

7) Provisions pour risques et charges*Engagements sociaux*

Ces engagements sont évalués par un cabinet d'actuariat spécialisé conformément aux dispositions correspondantes des règlements comptables applicables en France et notamment conformément à l'accord interprofessionnel du 18 mai 2009. Les engagements sociaux comptabilisés couvrent l'évaluation prospective (nette des couvertures par des contrats d'assurances) des coûts :

- des médailles du travail ,
- des indemnités de fin de carrière (IFC) et de retraites

Le taux d'actualisation retenu pour les durées résiduelles d'activité supérieure à 10 ans correspond au taux iboxx retraité (en n'incluant que les éléments de dette senior) du 31 décembre 2017 soit 1,398 % (contre 1,467 % pour l'exercice 2016). La provision à la clôture 2017 s'établit à 627 K€ et a donné lieu à une reprise nette de 21 K€ au cours de l'exercice.

Le calcul de la provision a été effectué sur des données à fin novembre ; les mouvements intervenus sur la fin de l'exercice n'ont pas d'impact significatif sur le montant de l'engagement.

Provision pour litiges salariés

Les litiges salariaux font l'objet d'une analyse individuelle. Une reprise nette de 6 K€ a été comptabilisée à la clôture de l'exercice 2017.

Autres risques

Les litiges et contentieux sont analysés à leur naissance et sont présentés à un comité statuant sur la nécessité et le niveau de provision à constituer le cas échéant.

Les charges liées au mécanisme de solidarité sont désormais couvertes par le Fonds bancaire de garantie des dépôts espèces et titres instauré par la loi n° 99-532 du 25 juin 1999, auquel la banque a versé les cotisations, dépôts et certificats d'association.

8) Engagements hors bilan et divers*Opérations sur instruments financiers à terme*

Durant l'exercice 2017, la société n'a effectué aucune opération pour compte propre sur les marchés à terme.

Les engagements reçus sont des contrats d'assurance vie en euro ou en unités de compte, des portefeuilles titres et le cas échéant des hypothèques de biens immobiliers. Ces suretés viennent garantir des crédits, découverts accordés à la clientèle ainsi que des garanties données. D'un point de vue comptable, leur montant est plafonné au niveau des crédits et découverts accordés et des engagements donnés.

9) Comptabilisation des commissions reçues

En application de l'article 2171-1 de l'ANC, en particulier :

- les commissions basées sur les opérations sont comptabilisées à la date de transaction ou d'émission du titre et ne font pas l'objet d'étalement. Il s'agit par exemple des commissions de mouvement sur les valeurs mobilières, les droits d'entrée sur les OPC, les commissions « up front » sur produits structurés ...

- les commissions attachées à un encours ou une période telles que les commissions d'encours sur OPC, les commissions « on going » sur produits structurés, les droits de garde et assimilés... sont étalées sur la période de référence.

10) Consolidation et intégration fiscale

Un groupe d'intégration fiscale a été créé en 2008 entre SwissLife Banque Privée et SwissLife Gestion Privée.

Le groupe SwissLife Banque Privée tel que décrit ci-dessus est consolidé par intégration globale par le groupe SwissLife et par mise en équivalence par le groupe Viel.

11) Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2017 le budget total des commissaires aux comptes s'établit à 107,5 K€ HT (dont 50 K€ au cabinet RSM, et 57,5 K€ au cabinet PricewaterhouseCoopers).

Les honoraires versés au titre du commissariat aux comptes des FCP SwissLife Gestion Privée s'élèvent à 38 K€ HT.

12) Engagements et opérations avec les entreprises liées

En application du règlement 2010.05 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement du Comité de la réglementation comptable n°91-01 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les dits éléments sont présentés dans les annexes suivantes au point 17.

C. – Périmètre de consolidation

Société	Capital (En milliers d'euros.)	Réserve et report à nouveau (En milliers d'euros.)	Résultat (En milliers d'euros.)	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
SwissLife Banque Privée	37 902	36 551	5 945	100 %	100 %	Société mère
SwissLife Gestion Privée	277	27 722	1 712	99.95 %	99.95 %	IG

Notes annexes aux comptes consolidés

Note n°1. – Détail du portefeuille titres au 31 décembre 2017

Nature des titres - Destination (En milliers d'euros.)	Revenus fixes	Revenus variables	Total au 31/12/2017	Total au 31/12/2016
Titres reçus en pension livrée	-	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable			0	0
Obligations françaises cotées/Ets de crédit	0			
Obligations françaises cotées/Clientèle				
Créances rattachées				
Total créances à terme	0	0	0	0
Titres de transaction	0	4 140	4 140	0
OPCVM français de capitalisation				
OPCVM en devise étrangère		4 140	4 140	0
Actions françaises cotées		0	0	0
Actions étrangères cotées				
Obligations françaises				
Titres de placement	0	116 708	116 708	113 121
OPCVM monétaires français de capitalisation non cotés		116 677	116 677	113 121
OPCVM français diversifiés non cotés				
OPCVM actions non cotés		-	-	-
Actions étrangères cotées		53	53	-
(-) Provision pour dépréciation	-	-22	-22	-
Obligations				
Titres de créances négociables				

Créances rattachées				
Titres d'investissement				
Titres de créances négociables				
Titres non cotés				
Coupons courus				
Total portefeuille titres	0	120 848	120 848	113 121

Les OPCVM étrangers en devises sont des OPCVM luxembourgeois en USD qui figurent en compte erreur suite à un problème de passage d'ordre intervenu fin décembre 2017. Cette ligne a été débouclée le 4 janvier 2018. Rappelons que les OPCVM monétaires français sont choisis dans le strict respect de la politique des risques notamment en termes de capitalisation et de très faible volatilité. Les actions étrangères cotés sont constitué d'un warrant servant de couverture à un cap d'un montant nominal de 5 M€ accompagnant un portefeuille de crédit accordé à une catégorie de clients. S'agissant d'un warrant, cet instrument de couverture n'est pas considéré comme un dérivé.

Note 2. – Valorisation des portefeuilles au 31 décembre 2017

Code ISIN	Titres	Quantité	Prix de revient	VL au 29/12/2017	Prix de revient (En euros.)	Intérêts courus (En euros.)
OPCVM						
Titres De Placement						
Amundi Tresor Corp	(FR0010251660)	426,19	234 638,41	100 000 076,26	100 000 076	
Cap Warrant on Euribor 3 Months	(NL0010621165)	6 200,00	5,05	31 322,00	53 320	
Union Moneplus (FR0010389254)		28,00	595 621,61	595 621,61	16 677 405	
Total OPCVM français de capitalisation					116 730 801	0

Code ISIN	Réévaluation / provisions pour dépréciation (En euros.)	Valeur au bilan (En euros.)	Valorisation	Moins-value latente (En euros.)	Plus-value latente (En euros.)
OPCVM					
Titres De Placement					
Amundi Tresor Corp		100 000 076	100 000 076	0	0
Cap Warrant on Euribor 3 Months	21 998	31 322	31 322	21 998	0
Union Moneplus (FR0010389254)		16 677 405	16 677 405	0	0
Total OPCVM français de capitalisation	21 998	116 708 803	116 708 803		

Le CAP Warrant est en moins-value d'une durée de 5 ans est en moins-value du fait de la persistance de taux bas sur l'EURIBOR et de la perspective d'une remontée très progressive des taux d'ici l'échéance.

Note n° 3. – Echancier des créances au 31 décembre 2017

Nature (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2016
Caisse Banque Centrale CCP	465 181	465 181				1 185 385
Créances sur établissements de crédit						
A vue	125 673	125 673				159 851
A terme						
Créances rattachées						
Total créances établissements de crédit	125 673	125 673				159 851
Créances sur la clientèle						
Vis à vis de la clientèle non apparentée						
Prêts à taux fixe	3			3		3
Prêts à taux variable ou révisable	536 705	79 777	307 181	118 370	31 377	454 360
Autres comptes débiteurs sains	37 609	37 609				31 448
Créances douteuses						
Intérêts courus	362	362				278

Total créances clientèle	574 679	117 748	307 181	118 373	31 377	486 089
Titres à revenu variable						
Titres de transaction	4 140	4 140				
Titres de placement	116 708	116 708				113 121
Total titres à revenu variable	120 848	120 848				113 121
Total	1 286 381	829 450	307 181	118 373	31 377	1 944 446

Les prêts, qu'ils soient à taux fixes ou à taux variables sont tous garantis par des contrats d'assurance vie ou des portefeuilles de valeurs mobilières liquides couvrant au minimum 100 % du prêt consenti. Le montant des créances est ici présenté pour leur valeur nette. La variation des provisions pour créances douteuses est présentée ci-dessous.

Note n° 3 bis. – Variation des provisions pour créances douteuses

	31/12/2016	Dotations	Reprises		31/12/2017
			Utilisées	Non utilisées	
Provision pour compte ordinaire	531	16		75	472
Provision pour prêts					
Immobilisations	531	16	0	75	472

Note n° 4. – Echancier des dettes au 31 décembre 2017

Nature / Echéance (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2016
Dettes vis à vis d'Etablissements de crédit						
Lignes interbancaires à taux variable						
Intérêts courus						
Comptes ordinaires créditeurs	132	132				368
	132	132				368
Dettes vis à vis de la clientèle						
Comptes à régime spécial	19 898	19 898				20 516
Comptes ordinaires créditeurs	1 088 359	1 088 359				1 823 249
Comptes à terme	50 000		50 000			50 035
Autres dettes vis-à-vis de la clientèle	5		5			22
Intérêts courus	12	12				170
	1 158 274	1 108 257	50 005			1 893 992
Emissions de titres de créances négociables						
Vis à vis de sociétés apparentées						
Autres contreparties						
Intérêts courus						
	0					0
Emprunts subordonnés						
Emprunt à terme						
Intérêts courus						
	0					0
Total	1 158 406	1 108 389	50 005	0	0	1 894 360

Les comptes ordinaires créditeurs de 1 089 M€ représentent, pour l'essentiel, les comptes d'OPCVM gérés par le groupe, ainsi que des comptes ordinaires créditeurs de la clientèle privée et des comptes des sociétés du groupe. La forte baisse entre 2016 et 2017 est liée aux OPCVM monétaires de SwissLife Asset Managers qui présentaient ponctuellement des soldes créditeurs très élevés fin 2016.

Les autres dettes vis à vis de la clientèle sont principalement constitués d'avis à tiers détenteur.

Note 5.1. – Immobilisations incorporelles

Montants bruts	31/12/2016	Acquisitions	Cessions / transferts	Autres variations	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	13 533	215	63		13 685
Immobilisations en cours	1 879	433	533		1 779
Fonds de commerce	13 294				13 294
Portefeuille de clientèle	13 640			-3	13 637
Ecart d'acquisition non amortissable	8 349				8 349
Immobilisations	50 694	648	596	-3	50 743

Amortissements	31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	-8 005	-1 667	-62		-9 734
Immobilisations en cours	0				0
Portefeuille de clientèle	-4 092	-1 364			-5 456
Amortissements	-12 097	-3 031	-62	0	-15 066
Montants nets	38 597				35 677

L'essentiel des immobilisations en cours est constitué par le logiciel de production réglementaire édité par WKFS dont la mise en service sera effectuée au premier trimestre 2018.

Le critère retenu de comptabilisation des coûts de projet en immobilisation sont principalement les suivants :

- la dépense est directement affectable au projet ;
- elle est postérieure au lancement du projet et antérieure à la mise en service du logiciel ;
- elle n'est pas relative à de la formation ou de la documentation.

Le fonds de commerce est constitué par l'activité de banque privée apporté à SwissLife Banque en 2007. Celui-ci concourt au maintien et au développement de l'activité de banque privée.

Le portefeuille de clientèle Prigest est réputé d'une durée limitée conformément à l'article 3 du règlement ANC 2015-06. Il est amorti sur une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Note 5.2. – Immobilisations corporelles

Montants Bruts	31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres variations	31/12/2017
Œuvre d'art	244				244
Matériel informatique	2 784	265	157	20	2 912
Mobilier de bureau	927	5		-85	847
Agencements installations	3 286			-11	3 275
Matériel téléphonique	0	53			53
Matériel de transport	29				29
Immobilisations	7 270	323	157	-75	7 360

Amortissements	31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres variations	31/12/2017
Matériel informatique	-2 354	-283	-157	-21	-2 500
Mobilier de bureau	-800	-35		80	-755
Agencements et installations	-2 774	-105		11	-2 867
Matériel téléphonique	0	-8			-8
Matériel de transport	-33			3	-30
Amortissements	-5 961	-430	-157	75	-6 160
Montants nets	1 309				1 201

Les autres variations correspondent à des reclassements de compte à compte purement liés à la présentation.

Note n° 6-1. – Détail des comptes « Autres actifs », « Autres passifs », et « comptes de régularisation ».

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Autres actifs	20 034		20 517	
Comptes sociétés de bourse	14 758		11 438	
Compte Euroclear et dépôt	0		0	
Dépôts et cautionnements	3 056		3 386	
Débiteurs divers	1 581		2 175	
Créances sur le Trésor	639		3 518	
Autres passifs		74 577		13 201
Titres à revenus variables vendus		0		0
Sociétés de Bourse		67 855		6 087
Dépôt de la clientèle		23		0
Dettes sur le Trésor Public		542		458
Impôt sur les sociétés		1 418		996
Dettes organismes sociaux		1 023		849
Fournisseurs et comptes rattachés		595		1 023
Impôts différés passif		2 728		3 186
Autres dettes		393		602
Comptes de régularisation	21 922	28 652	19 983	22 062
Charges payées d'avance	1 503		2 893	
Commissions à recevoir	18 041		16 771	
Comptes de suspens	424	423		
Compte de régularisation divers	1 954	3 646	319	868
Provision congés payés				
Charges à payer		24 583		21 194

A compter de l'exercice 2015, les créances et dettes liées aux dépôts de garantie sur marchés à terme dont la banque n'est pas contrepartie ne sont plus comptabilisées. Ils figuraient précédemment à l'actif et au passif pour des montants identiques. Un dépôt de garantie figure toujours à l'actif pour les opérations de SRD de la clientèle particulière.

Les dépôts et cautionnements sont principalement liés aux dépôts de garantie des différents baux commerciaux, ainsi qu'un montant de 2 M€ versé par la banque à son sous-traitant en matière d'activité SRD.

Les impôts différés passifs sont liés aux amortissements du portefeuille de Prigest. Ils seront repris à raison de 33,33 % des amortissements pratiqués sur ce portefeuille.

Les autres dettes sont constituées de créances exigibles en attente de règlement.

Parmi les charges à payer figurent des charges liées au personnel pour 11 M€, des charges liées aux produits structurés pour 8,1 M€ dont 4,3 M€ seront payées au premier trimestre 2018.

Parmi les commissions à recevoir, ceux relatifs aux produits structurés représentent plus de 10,7 M€ dont plus de 5,6 M€ seront facturés au premier trimestre 2017.

Note n° 6-2. – Variation des impôts différés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Actif	620	0	141	479
Différé de déduction des bonus provisionnés	618		141	477
Autres impôts différés actifs	2			2
Passif	3 185	0	455	2 730
Impôt différé passif lié au goodwill	3 185		455	2 730

Depuis 2013, SLBP neutralise, dans ses comptes consolidés, l'effet du décalage temporaire de réintégration/déduction de provisions dans le calcul du résultat fiscal. L'objectif étant de neutraliser l'impact en matière d'impôt sur les sociétés sur l'exercice, seule la différence entre déduction extracomptable de provision réintégrée en 2012 et donc déduite en 2013 et la réintégration de provision en 2013 qui seront déduites en 2014 a fait l'objet d'une comptabilisation d'IDA.

L'essentiel de ces décalages temporaires venaient de la provision pour bonus, de la participation et de taxes telles que la C3S.

Pour une meilleure image des comptes consolidés en French gaap, la banque corrige cette erreur, sur ses comptes 2017, ce stock d'impôt différé basé sur les réintégrations temporaires, dans les résultats fiscaux 2017 de ses deux entités consolidées SLBP et SLGP.

Le tableau ci-dessous fait état de l'évolution de l'impôt différé actif depuis 2013.

Rubriques - Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Réintégrations temporaires SLBP	1 964 968	2 607 483	4 806 036	4 667 448	3 107 842	984 507
Réintégrations temporaires SLGP	333 969	323 928	126 693	966 199	878 596	412 326
Déductions temporaires SLBP	1 889 862	1 964 968	2 728 298	4 806 036	4 667 448	3 107 842
Déductions temporaires SLGP	295 579	319 690	321 442	126 693	966 199	878 596
Taux d'impôt sur les sociétés	34,33 %	34,33 %	34,33 %	34,33 %	34,33 %	34,33 %
IDA théorique consolidé	789 225	1 006 354	1 693 406	1 934 031	1 368 544	479 533
IDA comptabilisé en consolidation		224 000	954 000	1 151 865	620 730	479 533

Par ailleurs, dans le cadre de la ventilation de l'incorporel Prigest, un impôt différé passif a été créé en contrepartie du goodwill. Celui-ci est repris concomitamment à l'amortissement du portefeuille.

Note n° 7. – Opérations avec le groupe

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Amont	Aval	Amont	Aval
Actif	9 778	0	1 861	423
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	9 778	0	1 861	423
Dépôts de garantie versés	0	0	0	0
Passif	717 228	77 817	1 530 617	39 658
Dettes envers les établissements de crédit		0		0
Comptes créditeurs de la clientèle	717 228	77 817	1 530 617	39 658
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Hors bilan	189	0	189	0
Engagement de garantie donné	189	0	189	0

Amont : Société mère et sociétés apparentées
Aval : Filiales et participations

Les comptes créditeurs de la clientèle comprennent 130 M€ de comptes à terme et compte bloqué à 32 jours. L'essentiel du solde des comptes créditeurs à vue est constitué par les OPCVM de SLAM.

Note n° 8. – Provision pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Dotation	Reprises		Autres variations	31/12/2017
			Utilisées	Non utilisées		
Provision pour risque juridique	49	170			171	390
Provision risque clientèle	353			40	-313	0
Frais liés à la réglementation	-5			6	71	60
Provision pour litiges sociaux	198		87		70	181
Autres provisions pour risques et charges						
Total provision pour risques et charges déductibles	595	170	87	46	0	632
Indemnités de fin de carrière	606	44	23			627
Total provision pour risques et charges non déductible	606	44	23			627
Provisions pour risques et charges	1 201	214	110	46	0	1 259

Les principaux paramètres retenus pour le calcul de l'engagement retraite sont les suivants :

- taux d'actualisation 1,3980 % ;
- taux d'inflation 2,5 % ;
- type de départ à la retraite 100 % départ volontaire ;
- âge de fin de carrière : cadres entre 62 et 64 ans, non cadres 62 ans (selon année de naissance).

Des reclassements de poste à poste ont été réalisés entre les différentes rubriques des provisions pour risques et charges afin de donner une meilleure information.

La reprise de provision pour frais liés à la réglementation est liée à une provision constituée depuis plusieurs années devenue sans objet.

Les autres variations correspondent à des reclassements de compte à compte purement liés à la présentation.

Note n° 9. – Bilan en devises et contrevalet euros

Solde en contrevalet des postes du bilan en devise	31/12/2017	31/12/2016
Actif		
Liquidités	44 302,2	43 610,6
Crédits et découverts	0,5	572,4
Titres de transaction	4 005,4	0,0
Autres actifs	118,1	0,0
Position de change	2,4	101,7
Total actif	48 428,6	44 284,7
Passif		
Liquidités	2,1	2,3
Comptes créditeurs de la clientèle	44 217,6	44 235,2
Autres passifs	46,2	6,2
Position de change	4 162,7	41,1
Total passif	48 428,6	44 284,7

Du fait d'une position en compte erreur liée à un ordre mal enregistré sur un OPCVM en USD, la banque avait au 31 décembre 2017 une position de change de plus de 4,1 M€.

Note n° 9 bis. – Tableau de passage des Fonds Propres sociaux aux fonds propres consolidés 2017

(En milliers d'euros.)	SLB	SLGP	Cumul	Elimination des titres	Autres variations	Fonds propres consolidés
Capital social	37 902	277	38 179	-277		37 902
Prime d'émission d'actions	19 835	7 029	26 864	-7 029		19 835
Quote-part de situation nette (réserve)						
Dividende						
Réserve sociales	5 777	28	5 805	-5 805		0
Réserve consolidé			0	33 905	2 114	36 019
Report à nouveau	10 939	20 666	31 605	-31 605		0
Résultat	5 945	1 712	7 657		654	8 311
Sous-total capitaux propres	80 398	29 712	110 110	-10 811	2 768	102 067
Titres de participation	-10 811		-10 811	10 811		0
Ecart d'acquisition (Fonds de commerce)						0
Fonds propres nets	69 587	29 712	99 299	0	2 768	102 067

En application du plan comptable général relatif aux comptes consolidés, l'écart d'acquisition négatif a été repris en totalité au compte de résultat sur l'exercice 2007 pour compenser la faiblesse attendue et constatée du résultat sur les quatre derniers mois de l'exercice.

Les autres variations en réserve concernent le retraitement de l'écart d'acquisition de Prigest modifié en social lors de la transmission universelle de patrimoine de Prigest à SLGP. L'écart d'acquisition déterminé lors de la prise de contrôle de Prigest en 2013 par SLBP était de 17 439 K€. Après cession de Prigest par SLBP à SLGP et transmission universelle de patrimoine, le fonds de commerce de Prigest dans les comptes de SLGP n'apparaissait plus que pour 14 298 K€. Par ailleurs le report des impôts différés actifs est de 480 K€.

Les autres variations en résultat proviennent d'une part de l'élimination du profit interne lié à la cession de Prigest, et d'autre part de la prise en compte dans les comptes consolidés de l'impôt différé actif généré durant l'exercice.

Les autres variations en résultat concernent la diminution de l'amortissement du portefeuille de clientèle Prigest en consolidation pour 341 K€ (diminution de l'amortissement déjà comptabilisé dans les comptes de SLGP pour 1 705 K€), ainsi qu'un net d'impôt différé :

- actif de +135 K€ relatif à la variation du décalage temporaire de déductibilité de certaines charges à payer et d'une régularisation du stock d'impôt différé actif (cf. note 6.2 et 16 bis) ;
- passif de -455 K€ relatif à l'amortissement du portefeuille de clientèle Prigest.

Note 9 ter. – Tableau de passage des Fonds Propres sociaux aux fonds propres consolidés

(En milliers d'euros.)	Fonds propres consolidés 2016	Affectation résultat	Augmentation de capital	Résultat des sociétés consolidés	Autres variations	Fonds propres consolidés 2017
Capital social	37 902					37 902
Prime d'émission d'actions	19 835					19 835
Réserve consolidé	35 529	491			-1	36 019
Résultat	491	-491		8 311		8 311
Total	93 757	0	0	8 311	0	102 067

Le capital social est composé de 2 368 880 actions ordinaires. Ainsi, le résultat consolidé par action est de 3,5 €.

Note n°10. – PNB consolidé 2015-2016

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits bruts d'intérêts	10 260	7 238
Charges d'intérêts	-2 836	-1 583
Revenu des titres à revenu variable	-7	12
Commissions (produits)	80 709	59 441
Commissions (charges)	-34 769	-26 236
Gains nets sur opérations de négociations	26	-196
Gains nets sur opérations de portefeuilles de placement	-652	89
Autres produits d'exploitation bancaire	3 277	2 402
Total produit net bancaire	56 007	41 167

L'augmentation de la marge d'intérêts est liée à celle de l'encours de crédits (+82 M€) avec une marge ne baissant que légèrement. A l'inverse, la baisse des taux définitivement situés en territoire négatif a sensiblement fait baisser la marge sur les soldes créditeurs de la clientèle.

La forte hausse des commissions nettes est liée à la forte progression des marchés actions se répercutant sur la rotation des portefeuilles clients tant en produits structurés qu'en commissions de mouvements. Néanmoins, le rapport entre commissions brutes et commissions versées ne s'améliore que très légèrement.

Depuis la fin du premier trimestre 2017, tous les OPCVM de trésorerie ont un rendement négatif, ce qui explique les pertes sur opérations de placement.

Les autres produits d'exploitation bancaires sont liés à l'activité de dépositaire d'OPCVM.

Note n°10 bis. – Information sectorielle

SwissLife Banque Privée et sa filiale SwissLife Gestion Privée réalisent plus de 90 % de leurs opérations et de leurs revenus avec une clientèle résidente. Sa seule représentation commerciale est située au siège social à Paris. La banque ne porte pas de risques de change que de façon très accessoire ou très occasionnelle comme fin décembre où une erreur de transmission d'ordre a occasionné une position en USD de plus de 4 M€ pendant quelques jours. Dès lors, les critères qui pourraient être retenus pour une information sectorielle (zone géographique, exposition à un éventuel risque sur une ou plusieurs devises ...) ne permettraient pas de donner une information significative et efficiente sur l'activité de la banque et de sa filiale.

Note n°11. – Détail des charges générales d'exploitation

	31/12/2017	31/12/2016
Charges de personnel	26 452	21 849
Charges administratives	13 834	12 628
Impôts et taxes	1 160	775
Autres produits nets d'exploitation	-12	35
Frais généraux refacturés et transferts de charges	-563	-641
Amortissements et provisions sur immobilisations	3 461	6 214
Total charges d'exploitation	44 332	40 860

Les charges de personnel intègrent la dotation nette liée aux litiges sociaux ainsi que la dotation nette liée aux indemnités de fin de carrière. La hausse des frais de personnel s'explique essentiellement par celle des bonus provisionnés et par la hausse de la participation des salariés, qui était faible en 2016 du fait de résultats fiscaux beaucoup plus faibles.

Les charges externes augmentent du fait des charges locatives qui ont vu en 2017 la fin de la franchise de loyer pour laquelle il restait encore un trimestre en 2016.

L'augmentation des impôts et taxes s'explique par celle du chiffre d'affaires de chacune des sociétés consolidées, ainsi que par la croissance de leur valeur ajoutée.

Les amortissements comprennent ceux du portefeuille de clientèle provenant de la société PRIGEST pour 1,4 M€. En 2016, il avait été comptabilisé un amortissement rétroactif de ce portefeuille sur trois ans ce qui explique la variation.

Note n°12. – Détail des charges de personnel

	31/12/2017	31/12/2016
Salaires	14 716	11 913
Participation des salariés	577	544
Intéressement	499	0
Charges sociales	8 056	5 958
Dont charges de retraites	1 412	1 210
Charges fiscales	1 555	1 989
Dotations/Reprises nettes sur Provisions pour risques et charges	39	89
Indemnités diverses	1 009	1 355
	26 452	21 848

En application du règlement ANC 2014-07, les provisions pour risques et charges à caractère social ainsi que les indemnités exceptionnelles sont intégrées au poste « Frais de personnel ». Les provisions et indemnités pour congés payés, CET, RTT sont incluses dans la rubrique « salaires ». Les taux de charges sociales liés à la provision pour CP, CET, RTT ont été portés de 42,5 % à 53 % pour être cohérent avec les charges réelles en cas de paiement. De même le taux de charges sociales lié à la provision pour participation des salariés intègre désormais le coût de la taxe sur les salaires acquittée lors de l'affectation de ladite participation.

Note n° 13. – Statut du personnel

	Hommes	Femmes	Total 2017	Total 2016
Cadres	81	35	116	109
Non cadres	15	28	43	43
Total	96	63	159	152

Les effectifs sont ici ventilés en nombre de personnes et non en équivalent temps plein. Selon cette dernière méthode les effectifs seraient de 157,2 .

Note n° 14. – Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux

L'information concernant la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux n'est pas communiquée dans la mesure où elle conduirait à donner des informations individuelles. Néanmoins, il est à noter que le Directeur Général est salarié de la SwissLife France, et est refacturé pour toute sa rémunération à SwissLife Banque Privée.

Note n°15. – Détail du coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Perte sur créances irrécouvrables et sur litiges avec la clientèle	16	32
Dotation nette aux provisions pour créances douteuses		
Dotation nette aux provisions pour risques et charges	129	
Reprise de provision pour créances douteuses	35	202
Reprise nette de provision pour risques et charges		-374
Coût du risque	180	-140

La dotation nette pour risques et charges s'explique par le provisionnement de litiges clients pour un total de 129 K€ et la reprise de provisions dotées en 2016. Les débiteurs irréguliers sont classés en créances douteuses au-delà de 90 jours, et font l'objet d'une dotation dès lors que le risque d'irrécouvrabilité est avéré.

Note n° 16. – Impôts sur les sociétés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Résultat consolidé avant IS	11 518	443
Résultat d'intégration fiscale	10 763	3 126
IS théorique	3 687	1 065
IS comptabilisé	3 206	-48

L'écart entre le résultat consolidé avant IS et le résultat d'intégration fiscale provient principalement de deux éléments. L'amortissement du portefeuille Prigest diminue le résultat consolidé, mais n'a pas d'impact dans le résultat d'intégration fiscale s'agissant d'une écriture de consolidation. A l'inverse la déduction fiscale des bonus 2017 sans réintégration des bonus 2017 diminue fortement le résultat fiscal.

SLBP et sa filiale SLGP ont considéré que les provisions pour bonus étaient estimées avec suffisamment de précision pour ne pas avoir à être réintégrées conformément à l'article 39 du CGI.

Les différences temporaires qui subsistent entre résultat comptable et résultat fiscal sont neutralisées par le jeu des impôts différés. Au 31/12/2017, les impôts différés actifs ont vu leur stock diminuer de 141 K€, ramenant le stock d'impôt différé actif à 480 K€.

Note 16 bis. – Tableau de passage IS théorique / IS comptabilisé

(En milliers d'euros.)	31/12/2017
IS théorique	3 687
IDP sur amortissement du portefeuille Prigest	-455
IDA sur décalage temporaire	883
Régularisation d'IDA (cf. note 6.2)	-748
Crédit d'impôt et régularisations diverses	-161
IS comptabilisé	3 206

Note n° 17. – Détail des opérations avec les parties liées (article 2 du règlement n° 2010-04)

Note n° 17-1. – Liste des transactions conclues avec les parties liées

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions en produit (En milliers d'euros.)		Montant des transactions en charge (En milliers d'euros.)	
		Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2016
SwissLife Assurance et Patrimoine	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	3 584	3 404		
SwissLife Prévoyance et Santé	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	139	141		

SwissLife Assurance de Biens	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	124	127		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Commissions de mouvement	1 899	1 840		
SwissLife Prévoyance et Santé	Commissions de mouvement	86	0		
SwissLife Assurance de Biens	Commissions de mouvement	27	5		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocession de commissions d'assurance	1 982	1 057		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Refacturation ingénierie patrimoniale	150	150		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocessions de produits structurés			25 758	17 102

Note n° 17-2. – Liste des opérations non inscrites au bilan

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée (En milliers d'euros.)		Autres informations
		Exercice 2017	Exercice 2016	
Ma Santé Facile	ORIAS	150	150	
Ma Santé Facile	Garantie de Loyer	9	9	
Agami	Garantie de Loyer	30	30	

IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SwissLife Banque Privée relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque identifié

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits dans les comptes consolidés de SwissLife Banque Privée tels que mentionnés au paragraphe 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés de SwissLife Banque Privée.

L'écart de première consolidation de la société Prigest acquise par SwissLife Gestion Privée en 2014, est affecté pour partie à un portefeuille amortissable (13,6 M€, soit 8,9 M€ net d'impôt différé passif) et un écart d'acquisition non amortissable pour la partie résiduelle (8,5 M€).

Le test de dépréciation réalisé en 2017, basé sur une méthode d'évaluation Discounted Cash Flows, n'a pas conduit la société à passer de provision pour dépréciation complémentaire.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté

- à apprécier la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés (hypothèses retenues par la Direction) pour déterminer les valeurs d'utilité ;
- à tester l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Suisse - Banque (France) (devenue en 2008 SwissLife Banque Privée) par l'Assemblée Générale du 31 mars 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par les statuts constitutifs du 12 juillet 1991 pour le cabinet Corevise.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 15^e année de sa mission sans interruption et le cabinet Corevise dans la 27^e année, soit les 15^e et 27^e année respectivement depuis que la société est entrée dans le périmètre des EIP tel que défini par les textes européens.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Ces points sont décrits dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris, le 26 avril 2018
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Alain Delage

Corevise
Sébastien Martineau

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.